



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 32 – 13 MAI 2016

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**LOGISTIQUE :  
NECOTRANS  
ETEND LA  
VOILURE EN  
AFRIQUE**

**LA ROUTE  
ETHIOPIE-KENYA  
BIENTOT TERMINEE**

**COTE D'IVOIRE :  
FUSION ENTRE  
ORANGE ET  
L'OPERATEUR DE  
TELEPHONIE FIXE COTE  
D'IVOIRE TELECOM**

**AFRIQUE DU SUD :  
LA STANDARD BANK  
LEVE 1 Md USD  
SUR LE MARCHÉ  
INTERNATIONAL  
DE LA DETTE**

**LAFARGE AFRICA  
VA INVESTIR  
100 M USD DANS LA  
CONSTRUCTION D'UNE  
CENTRALE ELECTRIQUE  
AU NIGERIA**

**TANZANIE :  
PARTENARIAT AVEC LA  
CHINE POUR LA  
CONSTRUCTION D'UNE  
LIGNE DE CHEMIN DE  
FER JUSQU'EN RDC**

**GABON :  
SIGNATURE DE DEUX  
CONVENTIONS  
DE PRET DE L'AFD  
POUR 204 M EUR**

**LE NEPAD  
LANCE L'INITIATIVE  
*MOVE AFRICA***

**LA FILIERE CACAO  
NIGERIANE PROFITE  
DES DEFICITS  
MONDIAUX**



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ EAC : construction de deux oléoducs pour exporter le pétrole ougandais et kenyan

Selon la déclaration faite lors du 13<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'État du *Northern Corridor Integration Projects*, deux oléoducs d'exportation de pétrole brut, l'un de Hoima (lac Albert) au port de Tanga, l'autre de Lokichar (lac Turkana) au port de Lamu, vont être développés par le Kenya et l'Ouganda respectivement. Le tracé tanzanien Hoima-Tanga a été choisi par le président Museveni, plutôt que le tracé kenyan Hoima-Lamu. L'oléoduc devrait être financé et opéré par Total, pour un coût de 4 Mds USD. Le président Kenyatta a annoncé la construction d'un oléoduc Lokichar-Lamu pour exporter le pétrole brut kényan. Le choix du tracé de l'oléoduc d'exportation de brut ougandais a suscité des tensions au sein de l'EAC.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ EAC : signature par le Soudan du Sud du traité d'accession à l'EAC

Le Soudan du Sud a signé, le 15 avril dernier, le traité d'accession à l'EAC. Il dispose désormais de 3 ans pour mettre en œuvre le *Common Market Protocol* – comprenant l'harmonisation des politiques monétaire et tarifaire mais aussi la libre circulation des capitaux, des services, de la main d'œuvre et des personnes – et devenir ainsi le 6<sup>ème</sup> membre à part entière de l'EAC. Le Soudan du Sud s'est engagé à adapter sa législation d'ici le 15 avril 2017, avant de faire ratifier le traité d'accession par le Parlement. Le retour de Riek Machar au poste de vice-président fin avril 2016, devrait permettre la mise en œuvre des accords de paix d'août 2015, alors que le pays traverse une guerre civile depuis décembre 2013.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Océan Indien : nouveau président pour l'Union des chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien (UCCIIOI)

Isabelle Chevreuil, représentante de la CCI de Mayotte, a été élue présidente de l'Union des chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien (UCCIIOI). Cette organisation consulaire régionale, qui rassemble les CCI de l'Union des Comores, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles, de La Réunion et de Mayotte a pour but de soutenir le développement des échanges économiques inter-îles. L'UCCIIOI met en œuvre un Programme de renforcement des capacités commerciales (PRCC) dans l'océan Indien, financé par l'AFD à hauteur de 2,4 M EUR. Mme Chevreuil, qui dirige le cabinet mahorais 3A (Audit Analyses Associés), est par ailleurs CCEF.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Un programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) pour l'océan Indien

Le PRESAN (2017-2022) a fait l'objet d'une consultation auprès des bailleurs de fonds et des partenaires techniques le 25 avril 2016. Elaboré par la FAO et la Commission de l'océan Indien (COI), ce programme a pour objectif de contribuer à la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région en faisant de Madagascar le « grenier de l'océan Indien ». Il a été validé par les Etats membres de la COI en janvier 2016. La mise en œuvre régionale du programme sera assurée par un département de la COI (COI-URSAN) dont le siège sera basé à Antananarivo. Evalué à 150 MUSD sur 5 ans, le PRESAN a déjà bénéficié d'un appui technique de la Coopération Allemande lors de sa formulation.

✉ hubert.colaris@gtresor.gouv.fr

## CONJONCTURE

---

### ▼ La croissance à son plus bas niveau en Afrique subsaharienne selon le FMI

Le FMI a lancé le 3 mai à Abidjan, son rapport sur les perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne. Selon ce rapport, la croissance économique dans la région est tombée à 3,4 % en 2015 (contre 5 % en 2014), soit à son plus bas niveau depuis environ 15 ans. Ce ralentissement serait essentiellement dû à la forte baisse des cours des matières premières qui a durement touché plusieurs grands pays de la région (Nigéria, Afrique du Sud, Angola, Ghana). Pour faire face à cette situation difficile, le Fonds appelle à un changement de cap dans plusieurs domaines, notamment la reconstitution de marges de manœuvre budgétaires, la diversification des économies et l'amélioration du climat des affaires.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Les exportations de l'Afrique centrale vers la France se réduisent de 48 % au premier trimestre 2016

Les exportations de pétrole brut (35 % du total) ont atteint 50,3 M EUR, contre 172,2 M EUR au premier trimestre 2015 (-70,8 %). C'est principalement à la Guinée Equatoriale (-82,8 %) et au Gabon (-67,2 %) que l'on doit cette évolution. Viennent ensuite les « fruits tropicaux et subtropicaux » en recul de 8,3 %, à 25,9 M EUR, les bois sciés et rabotés (+17,3 % à 11,9 M EUR) et le cacao (-10,5 % à 11,4 M EUR). Le solde commercial déficitaire pour l'Afrique centrale se creuse à -385 M EUR contre -321,3 M EUR au premier trimestre 2015.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Zambie : accord de principe avec le FMI sur la mise en place d'un programme d'aide d'ici la fin 2016

Les autorités zambiennes et le FMI sont parvenues à un accord de principe sur des cibles communes à atteindre, ouvrant la voie à la mise en place d'un programme d'aide, qui pourrait se matérialiser d'ici fin 2016. La mise en place d'un programme d'aide par le FMI représente un élément clé dans les réponses à formuler face aux difficultés croissantes de l'économie, illustrées par la dégradation d'un cran la semaine passée de la note de la dette souveraine de long terme par Moody's (de B2 à B3, catégorie très spéculative).

✉ [gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr](mailto:gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : progression significative de l'indice PMI à 54,9 points

Au-dessus du seuil de 50 points pour le 2<sup>ème</sup> mois consécutif, traduisant une progression du secteur manufacturier, l'indice PMI a augmenté de façon marquante en avril, passant de 50,5 points en mars à 54,9, son plus haut niveau depuis août 2013. Si l'évolution de l'indice, de nouveau au-dessus de 50 points, met ainsi un terme à la contraction de la production manufacturière, subie entre août 2015 et février dernier, la durabilité de la reprise reste néanmoins fragilisée par la perte de compétitivité de l'industrie locale et l'absence d'accélération de la demande des grands pays partenaires en biens manufacturés.

✉ [gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr](mailto:gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Angola : forte dégradation de la note souveraine de long terme à B1 assortie d'une perspective négative

Le 29 avril, l'agence de notation Moody's a abaissé de deux crans la note souveraine de long terme de Ba2 à B1 (catégorie très spéculative, 4 crans sous le grade investissement) tout en l'assortissant d'une perspective négative. Moody's s'inquiète particulièrement de la dégradation des comptes publics, le déficit, de -1,6 % du PIB l'an passé, entretenant la trajectoire rapide d'endettement (quasi doublement entre 2013 et 2015, à 47 % du PIB l'an passé). Aussi, le solde courant s'est très rapidement détérioré, passant de 6,7 % du PIB en 2013 à -5,7 % en moyenne entre 2013 et 2015, conséquence du net fléchissement de l'activité induit par la faiblesse des cours du pétrole.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mozambique : dégradation de la notation souveraine en catégorie ultra spéculative

Suite aux événements récents liés à la dissimulation de 1,4 Md USD de dettes publiques contractées majoritairement par les sociétés publiques Proindicus et Mozambique Asset Management, l'agence de notation Fitch a abaissé de deux crans la note souveraine à long terme du pays à CCC (catégorie ultra-spéculative, révélant un risque « exacerbé » de défaut). Fitch s'inquiète de la situation des comptes publics et des conséquences de ces dissimulations sur la confiance des marchés et des bailleurs. L'ajout des dettes cachées, illustrant les carences du pays en matière de gouvernance, et la dépréciation du metical porteraient l'endettement public à plus de 100 % du PIB cette année (contre 37,8 % du PIB en 2011).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Zimbabwe : adoption de mesures en réponse au manque persistant de liquidité

Face à la raréfaction persistante des liquidités, la Banque centrale vient d'adopter des mesures fortes visant à réduire la dépendance à l'égard du dollar US. La Banque centrale a indiqué que les devises circulant dans l'économie seraient réglementairement diversifiées sur la base d'une conversion systématique de 40 % en rand et de 10 % en euros des nouvelles recettes d'exportations perçues en USD (suivant le taux de change officiel). La Banque centrale entend en outre introduire des *bond notes* sur le modèle des pièces divisionnaires distribuées depuis novembre 2014, dont la valeur serait indexée au dollar US.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Lesotho : dégradation d'un cran de la notation souveraine à B+

L'agence de notation Fitch a dégradé d'un cran la notation souveraine du Lesotho en B+ (très spéculatif) assortie d'une perspective stable. Fitch s'inquiète de la détérioration rapide des finances publiques, le déficit budgétaire étant attendu à -6,8 % du PIB sur l'année fiscale 2016/17, soit le double de celui affiché en 2015/16. C'est la conséquence de la baisse des revenus douaniers issus de la SACU, due au ralentissement de l'économie sud-africaine, et du fléchissement de la croissance domestique (prévue à 2,8 % cette année, après 2,7 % en 2015). La dette publique devrait croître de 52,5 % du PIB en 2016/17 à 56 % en 2017/18, ce qui rend un ajustement budgétaire d'autant plus nécessaire.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Madagascar : baisse du taux directeur de la BCM à 8,3 %

Le Comité monétaire de la Banque centrale de Madagascar (BCM) a annoncé une révision à la baisse de son taux directeur de 8,7 à 8,3 %, tout en gardant le niveau actuel du coefficient des réserves obligatoires. C'est la deuxième fois depuis le mois d'octobre 2015 que la BCM révisé son taux. Elle souligne que l'économie « a besoin d'un environnement favorable à la relance des activités » et attend de ces mesures d'assouplissement « un allègement des conditions de crédit pour le secteur privé ». Par ailleurs, la BCM juge que « les menaces qui pèsent sur la stabilité des prix intérieurs à court terme sont contenues ». L'indice des prix à la consommation est passé de +7,5 % en g. a. à fin septembre 2015, à +6,1 % à fin mars 2016.

✉ [hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr](mailto:hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : progression des échanges commerciaux avec l'Union européenne

Les exportations ougandaises vers l'Union européenne (UE) se sont élevées à 485 M EUR en 2015, soit une augmentation de 13 % par rapport à 2013. L'UE est la première destination des exportations ougandaises, devant la Chine, l'Inde et les Etats-Unis. Les exportations de l'UE vers l'Ouganda ont progressé de 5 % depuis 2013, pour atteindre 490 M EUR en 2015. Selon la mission de l'UE en Ouganda, le tourisme et l'agroalimentaire sont les deux principaux secteurs dans lesquels les relations commerciales devraient progresser le plus à court terme.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : 9,6 Mds USD de transactions en paiement mobile en 2015

Selon la Commission ougandaise des communications, 9,6 Mds USD (35 % du PIB), ont été échangés via les plateformes de monnaie mobile en 2015. 21 millions de comptes sont aujourd'hui ouverts dans le pays, contre 19,5 millions en juin 2015. Le paiement mobile est utilisé pour régler des achats, retirer des espèces ou payer des factures. Ce service, fourni par MTN Mobile, Airtel Money, Orange Money, M-Sente ou Ezee Money, est régulé par la Banque centrale. Selon sa directive de 2013 sur l'offre de services de monnaie mobile, les opérateurs doivent posséder une licence bancaire ou s'associer avec un agent bancaire pour pouvoir offrir leurs services. *L'Ugandan Revenue Authority* (URA) prélève une taxe de 10 % sur les frais de transaction.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : la valeur des primes d'assurance en hausse de 21,58 % en 2015

Selon l'Autorité ougandaise de régulation de l'assurance (IRA), les primes souscrites en Ouganda ont atteint 116,7 M EUR en 2015, soit une augmentation de 21,58 % par rapport à 2014. Selon l'IRA, cette croissance a été portée par l'activité du secteur privé ainsi que par des projets d'infrastructures tels que la construction de l'autoroute Kampala-Entebbe ou la rénovation de l'aéroport d'Entebbe. Les primes d'assurance-vie et d'assurance-dommages ont augmenté respectivement de 35,67 % et 21 %, pour atteindre 26 M EUR et 122 M EUR. Le taux de pénétration du secteur est de 0,86 %, ce qui place l'Ouganda loin derrière le Kenya, premier marché de l'assurance en Afrique de l'Est avec un taux de pénétration de 3,2 %.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : 1,1 Md USD transférés par la diaspora en 2015

Selon la Banque mondiale, les membres de la diaspora ougandaise ont transféré 1,1 Md USD vers l'Ouganda en 2015, soit une augmentation de 21 % par rapport à 2014, alors que la Banque centrale avait prédit une baisse des transferts du fait des difficultés économiques du pays. La hausse pourrait s'expliquer par un coût d'opportunité pour la diaspora en raison de la faiblesse du shilling. 18 % des ménages du pays bénéficient de ces transferts. Les 3 premiers pays émetteurs représentent 40 % des transferts, il s'agit de : la Suède (14,9 %), l'Allemagne (13,1 %) et la France (12 %). L'Ouganda est le deuxième récepteur de transferts de fonds en Afrique de l'Est, après le Kenya, qui a reçu 1,54 Md sur un total de 3,5 Mds USD.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : augmentation de 47 % des intérêts de la dette ougandaise

Selon ses estimations, l'Etat ougandais paiera 76 M USD d'intérêts au cours de l'année budgétaire 2016/17, soit 47 % de plus qu'en 2015/16. Les emprunts pour 2016/17 s'élèveront à 2 Mds USD, en augmentation de 20 % par rapport à 2015/16. L'Etat paiera également 25,6 MUSD de commission d'engagement en raison de l'utilisation partielle de certains prêts, du report de déblocages de fonds ou de mauvaises absorptions des fonds. La dette publique ougandaise est de 7,6 Mds USD, soit 31,9 % du PIB. Elle est détenue à 60 % par des bailleurs internationaux, notamment l'Exim Bank of China qui a accordé 2 Mds USD de prêts à l'Ouganda pour la construction de centrales hydroélectriques.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burundi : baisse des recettes fiscales

Les recettes fiscales du Burundi ont diminué de 10,3 % entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2015 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2016, passant de 109 M USD (166,7 M de francs burundais) à 97,8 M USD (149,6 M BIF). L'Office Burundais des recettes a également précisé que les revenus enregistrés au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 étaient en-deçà de l'objectif de 98,7 M USD (166,7 BIF). Cette sous-performance reflète la chute des exportations, liée à la crise politique et sécuritaire que traverse le pays. Plus de 400 personnes ont trouvé la mort et 250 000 autres ont fui le pays depuis le début de la crise. Cette dernière a démarré en avril 2015, après la décision du président Pierre Nkurunziza de se présenter pour un troisième mandat présidentiel, ayant abouti à sa réélection en juillet 2015.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : demande parlementaire américaine pour un accroissement des sanctions

120 parlementaires républicains et démocrates ont écrit au président Obama au sujet du Soudan. Demandant de la fermeté face à « l'intensification de la violence » et une « malnutrition infantile extrême » au Darfour, ils préconisent de désigner l'or soudanais comme « affecté par un conflit » : « pénaliser le commerce de l'or soudanais pourrait aider à priver le régime d'une source de revenus majeure pour sa machine de guerre ».

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan : nouveau refroidissement, après un léger réchauffement, des relations avec le Soudan du Sud**

Après avoir accepté en janvier dernier de renégocier les droits de passage du pétrole du Soudan du Sud, à 25 USD le baril, le président soudanais a décidé de bloquer les discussions et de prélever une partie du pétrole du Soudan du Sud transitant par le Soudan, pour s'acquitter des dettes du Soudan du Sud. Il voudrait forcer ce dernier pays à cesser son soutien aux rebelles soudanais armés présents au Soudan du Sud.

✉ olivier.bilz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : stagnation de la dette publique au premier trimestre 2016 après une hausse de 17,6 % au dernier trimestre 2015**

Au 31 mars 2016, l'encours de la dette publique du Bénin atteint 3,2 Mds EUR réparti à parts égales entre dette extérieure et dette intérieure. L'augmentation de l'encours sur le premier trimestre de l'année (+1 %) reste largement inférieure à celle constatée au dernier trimestre 2015 (+17,6 %). Pour rappel, le taux d'endettement public global du Bénin était estimé à 41,5 % du PIB fin 2015 contre 31 % en 2014.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : accroissement du déficit de la balance commerciale**

Le montant total des importations au Togo a été de 1,6 Md EUR fin 2015, en hausse de 18,3 % par rapport à l'année 2014. Les exportations ont atteint 605 M EUR et sont restées quasi stables par rapport à l'année précédente (+0,1 %). Dans ce contexte, le déficit de la balance commerciale, structurellement déficitaire, a augmenté de 33,7 %.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : baisse des exportations de phosphates en 2015**

Les phosphates, principale ressource naturelle du pays, représentent 90 M EUR de recettes d'exportations (14,9 % du total des exportations), en baisse de 9,3 % par rapport à 2014 (les derniers chiffres de production faisant état d'une production d'environ 1,1 million de tonnes en 2014). L'Inde absorbe une grande partie de ces ventes (54 M EUR), le reste étant exporté vers le Canada (14 M EUR), la Corée du Sud (9 M EUR), et l'Australie (9 M EUR).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : le secteur du BTP porte la croissance des crédits à l'économie**

Les grands projets d'infrastructures qui ont porté la croissance au Togo ces dernières années ont également favorisé le développement des entreprises de la construction (nationales, régionales et internationales), qui occupent désormais une place importante sur le marché togolais et dans le financement de l'économie. Fin octobre 2015, l'encours des entreprises du BTP représentait 27 % du total des crédits à moyen terme (74,5 Mds de FCFA), contre 4 % en janvier 2013 (9,5 Mds de FCFA).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : visite officielle des ministres français et allemand des Affaires étrangères**

Le ministre français des affaires étrangères Jean-Marc Ayrault et son homologue allemand Frank-Walter Steinmeier, ont effectué une visite officielle de 48 h les 1<sup>er</sup> et 2 mai au Mali. Cette visite s'inscrivait principalement autour de trois sujets : migration, sécurité et développement de la paix au Nord. Ils ont été reçus en audience par le président de la République, avant de se rendre dans la ville de Gao, où sont stationnées les forces françaises de l'opération Barkane ainsi que des militaires allemands de la mission des nations unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA).

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : baisse de 38 % des échanges commerciaux avec la France au 1<sup>er</sup> trimestre 2016**

Au premier trimestre 2016, les exportations françaises vers le Nigéria se sont élevées à 278 M EUR en recul de 50 % (556 M EUR) par rapport au premier trimestre 2015. Les produits pétroliers raffinés ont représenté 41 % de nos ventes (114 M EUR, en baisse de 37 %), suivis des produits pharmaceutiques (75 M EUR, en baisse de 72 %). Les importations françaises vers le Nigéria se sont établies à 544 M EUR en recul de 29 % (767 M EUR) par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Les hydrocarbures naturels ont compté pour 94 % de nos achats (513 M EUR, en baisse de 31 %). Au total, la valeur de nos échanges commerciaux avec le Nigéria a diminué de 38 % en g.a. pour atteindre 823 M EUR au 1<sup>er</sup> trimestre 2016.

✉ [paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr](mailto:paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : les réserves de change atteignaient 27,1 Mds USD à la fin du mois d'avril**

Atteignant un niveau inférieur à 6 mois d'importations, les réserves de changes se sont réduites de 1,9 Md USD depuis le début de l'année 2016, soit une baisse de 6,4 %, à 27,1 Mds USD. La valeur du naira s'est stabilisée sur le marché parallèle autour de 320-330 NGN pour 1 USD, tandis qu'elle a été maintenue sur le segment officiel et interbancaire de manière administrative entre 197 NGN et 199 NGN pour 1 USD. Enfin, Sur les deux mois de janvier et février 2016, les flux sortants d'investissements de portefeuille étrangers ont atteint 58,2 Mds NGN (environ 292 M USD) et ont dépassé les flux entrants de plus de 108 %, s'établissant à 27,9 Mds NGN (environ 93 M USD).

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : 15 Mds USD destinés à la lutte contre Boko Haram ont été détournés**

Le Vice-président nigérian Yemi Osinbajo vient de révéler qu'environ 15 Mds USD ont été volés sous l'administration précédente par le biais de contrats frauduleux dans le domaine de la sécurité, soit presque trois fois plus que les premières estimations du gouvernement. Plusieurs proches de l'ancien Président Goodluck Jonathan, dont l'ancien Conseiller à la sécurité nationale Sambo Dasuki, ex-chefs militaires et plusieurs contractants, sont actuellement jugés. D'après la presse nigériane, une partie des fonds détournés aurait été utilisée pour financer la campagne présidentielle de Goodluck Jonathan.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ghana : la croissance du PIB a chuté à 3,9 % en 2015.**

En 2015, la croissance du PIB a chuté à 3,9 %, contre 4 % en 2014. La baisse du volume des exportations en raison de la baisse des cours du pétrole et de l'or en sont la principale cause. Les prévisions de croissance pour l'année 2016 restent optimistes de la part du gouvernement ghanéen, se situant autour de 5,4 %, tandis que le FMI a pour sa part annoncé une prévision de croissance de 4,5 % en raison de la chute continue des cours des matières premières sur les marchés mondiaux.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : chute de la consommation d'électricité**

La consommation d'électricité a été réduite de manière significative pour les premiers mois de l'année 2016, étant de 38,2 % inférieure aux prévisions. Les hausses tarifaires et les prélèvements ont provoqué une augmentation moyenne de 73 % des tarifs, conduisant ménages et entreprises à réduire leurs consommations, alors même que plusieurs entreprises n'ont toujours pas retrouvé leur plein niveau de production en raison des nombreux délestages de l'an dernier. Les revenus de ces taxes seront donc très probablement inférieurs aux estimations.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : les revenus de la taxe pour la consolidation fiscale inférieurs aux prévisions**

La taxe pour la consolidation fiscale instaurée en 2013, après son retrait en 2012, a généré 410 M GHC de revenus (92 M EUR) en 2014 et 2015. Ces recettes sont inférieures aux estimations de près de 50 M GHC pour chacune des deux années. Cette taxe a été instaurée dans le but de ralentir la progression de la dette, et de stabiliser l'économie. Mais l'effet collatéral, comme le démontre ces revenus inférieurs aux estimations, a été de délocaliser certaines entreprises dans les pays voisins, et d'augmenter les importations.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : faible couverture de l'émission de bons du trésor du 6 avril**

Avec seulement trois soumissionnaires contre les 12 attendus initialement, seul 47,5 % des bons du trésor émis ont trouvé preneur, c'est-à-dire 4,75 Mds FCFA contre les 10 Mds FCFA souhaités au départ. En cause, un taux d'intérêt relativement bas fixé à entre 3,5 et 6,1 %. Pour mémoire, l'émission de bons du Trésor du 10 février avait été souscrite à 275 %.

✉ quentin.simon@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : dégradation de la note souveraine du Gabon par l'agence de notation Moody's**

L'analyste financier américain a baissé la note du pays de Ba3, avec perspective de surveillance négative, à B1, hautement spéculative. Moody's pointe la «détérioration des finances publiques» du fait de la chute des prix du pétrole. Le déficit fiscal atteindrait selon l'Agence 6 % du PIB en 2016, contre 5 % en 2015 et 1 % en 2014, les besoins en liquidités du pays s'élevant à 10 % du PIB en 2015. La part des intérêts de la dette publique a augmenté de 5 % du PIB en 2014 à 11 % en 2015. Une situation qui, selon l'agence de notation devrait rester stable jusqu'en 2017.

✉ quentin.simon@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Gabon : révision par l'agence Fitch ratings de ses perspectives

Après Moody's, Fitch Ratings revoit les perspectives de la note souveraine du Gabon, maintenue à B+, avec des perspectives sur le long terme qui passent de stables à négatives, et la notation IDR (Issue default Rating, mesurant le degré de risque de la dette d'une partie prenante privée ou publique) à court terme à B (position hautement spéculative). Selon l'Agence de notation, la révision des perspectives du Gabon repose sur la baisse des prix du pétrole, elle estime le baril à 35 USD en 2016 et 45 USD en 2017, contre 60 et 70 USD dans ses précédentes prévisions de novembre 2015. L'agence prévoit également un déficit budgétaire de 3,8 % du PIB pour 2016, contre 1,1 % en 2015.

✉ [quentin.simon@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.simon@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : Moody's abaisse la note souveraine

Fin avril, l'agence de notation américaine Moody's a abaissé d'un cran la note souveraine de la République du Congo, de B1 à B2, avec des perspectives négatives. A cause de la détérioration des comptes publics et de la pression sur sa liquidité, la note du Congo est donc abaissée pour la deuxième fois en à peine deux mois. Moody's justifie cette notation en relevant les capacités limitées du Congo à réaliser un ajustement fiscal à la mesure du choc pétrolier, la baisse importante des recettes publiques (-48 %) et la hausse des besoins de financements du gouvernement (23 %). Moody's prévoit même un épuisement des réserves fiscales du Congo Brazzaville d'ici à la fin 2017.

✉ [arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr](mailto:arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ RDC : Approbation du projet de loi de Finances rectificative par le gouvernement

Le projet de loi de Finance rectificative 2016, attendue par l'Assemblée nationale, a été approuvé par les membres du gouvernement lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, le 4 mai 2016. Cette modification de la loi de Finances initiale se justifie par le ralentissement économique et la diminution prévisible des recettes de l'Etat, consécutive à la baisse des cours des matières premières. La croissance attendue pour 2016 initialement prévue à 9 % a été ramenée à 6,6 %. La loi de finance rectificative présente un budget équilibré en recettes et dépenses à 6 610,9 Mds CDF contre 8 476,4 Mds CDF dans la loi de finances initiale, soit une baisse de 22 %.

✉ [francois.quintin@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.quintin@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Le NEPAD lance l'initiative *Move Africa*

L'agence d'exécution de l'Union africaine (NEPAD) a annoncé le lancement de *Move Africa*, une initiative qui vise à soutenir la transformation du commerce intra-africain en aidant à résoudre les obstacles immatériels au développement des infrastructures et des échanges transfrontaliers en Afrique. *Move Africa* a pour principal objectif de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité des industriels opérant en Afrique. Parmi les infrastructures immatérielles ciblées figurent notamment les lois régissant le transport transfrontalier, les règlements relatifs à la traversée de la frontière (par ex. le dédouanement, les procédures de quarantaine), ainsi que les systèmes et les ressources pour le fonctionnement et la maintenance des infrastructures physiques.

✉ [ma@35nord.com](mailto:ma@35nord.com)

### ▼ Afrique du Sud : la Standard Bank lève 1 Md USD sur le marché international de la dette

La banque sud-africaine Standard Bank, la plus importante d'Afrique par le volume des actifs, a annoncé avoir mobilisé 1 Md USD sur le marché international des capitaux, soit 400 M USD de plus que sa demande initiale de 600 M USD. Le prêt, d'une maturité de 3 ans à un taux de 1,2 % indexé sur le Libor, a été financé par 18 investisseurs internationaux et devrait servir à des investissements dans les secteurs de l'énergie, des mines et des projets d'infrastructures en Afrique subsaharienne. Depuis 1995, Standard Bank a mobilisé près de 15 Mds USD sur les marchés internationaux via 55 prêts.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Botswana : la BAfD accorde un prêt de 76,2 M USD en vue de diversifier l'économie

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé à la Botswana Development Corporation (BDC) l'octroi d'une ligne de crédit de 76,2 M USD, accompagnée d'une garantie souveraine et d'une subvention, afin d'aider à la diversification du pays grâce à des investissements dans les secteurs de l'agro-industrie, des énergies propres, des services et des infrastructures. Fondée en 1970 avec le gouvernement botswanais comme unique actionnaire, la BDC a pour mandat de promouvoir et faciliter le développement des entreprises industrielles, commerciales et agricoles du pays.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Angola : fusion des banques Millenium et Atlântico

Les banques BMA (Banco Millenium Angola) et BPA (Banco Privado Atlântico), déjà en partenariat depuis 2008, ont commencé leur processus de fusion, après avoir reçu l'autorisation de la banque centrale angolaise, et forment désormais la 3<sup>ème</sup> banque d'Angola en termes d'actifs (11 % du marché), la seconde pour les crédits (10 %) et la 6<sup>ème</sup> au regard des dépôts (9 %). La banque portugaise Millenium BCP, qui détenait jusqu'alors 51 % de la banque Millenium Angola, conserve une participation de 20 % dans la nouvelle banque.

✉ [rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr](mailto:rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Tanzanie : introduction en bourse du Dar es Salaam Stock Exchange**

L'autorité tanzanienne des marchés financiers (CMSA) a autorisé l'entrée en bourse du Dar es Salaam Stock Exchange (DSE). Il s'agit de l'ultime étape de la procédure de démutualisation lancée en accord avec les parties prenantes du secteur boursier tanzanien. L'introduction sera effectuée au travers d'un appel public à l'épargne (IPO) devant permettre à DSE de lever près de 3,4 M USD. DSE - qui assure la cotation d'une capitalisation boursière de l'ordre de 10 Mds d'USD – est la troisième plateforme boursière africaine à se démutualiser en vue d'une inscription en bourse, après celles de Johannesburg et de Nairobi. L'ambition de DSE est d'accroître sa capitalisation boursière à 50 % du PIB tanzanien d'ici 2017.

✉ [beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ **Maurice parmi les 15 premiers pays à avoir signé et ratifié l'Accord de Paris**

Maurice, qui figure parmi les 175 pays ayant approuvé l'accord de Paris sur le climat (COP 21), est l'un des 15 premiers Etats à l'avoir signé et ratifié. C'est le représentant de Maurice auprès des Nations Unies qui a signé l'accord, le 22 avril, au siège de l'organisation internationale, en présence de la présidente de la République de Maurice, Mme Ameenah Gurib-Fakim. L'accord de Paris engage les signataires à limiter la hausse du réchauffement climatique bien en-deçà de 2°C et à poursuivre leurs efforts pour que cette hausse ne dépasse pas 1,5°C. L'accord entrera en vigueur lorsque 55 pays responsables d'au moins 55 % des émissions de gaz à effet de serre l'auront ratifié.

✉ [patricia.lenette@dgtrésor.gouv.fr](mailto:patricia.lenette@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ **Maurice : signature d'un accord pour la protection réciproque des investissements avec la Côte d'Ivoire**

Un accord sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements (API) a été paraphé entre Maurice et la Côte d'Ivoire à l'occasion d'un déplacement à Abidjan du Premier ministre adjoint, Xavier Luc Duval, pour le Forum de l'économie et de l'entrepreneuriat (21 et 22 avril). Un accord pour éviter les doubles impositions entre les deux pays devrait aussi être prochainement conclu. A ce jour, 42 accords de type API ont été signés par Maurice, dont 26 sont entrés en vigueur. Des négociations sont en cours avec une douzaine de pays, dont l'Algérie, le Bangladesh, les Etats-Unis, l'Ethiopie, la Malaisie, l'Ouganda ou la Tunisie.

✉ [patricia.lenette@dgtrésor.gouv.fr](mailto:patricia.lenette@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ **Eranove reporte son introduction en Bourse**

C'est une déception pour les entreprises internationales dédiées à l'Afrique : Eranove, leader des services publics (eau et électricité) en Afrique de l'Ouest, annonce le report de son processus d'introduction en Bourse, débuté le 30 novembre dernier et dont l'objectif était de lever 200 M EUR pour financer son développement. Pour expliquer le report, Eranove évoque dans son communiqué les conditions du marché des IPO (introductions en bourse). L'année dernière, Eranove a réalisé un chiffre d'affaires (hors revenus des actifs financiers opérationnels) de 482 M EUR (+12,1 %), pour 66,2 M de résultat net (+47,3 %).

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ **Ethiopie-Kenya : la route reliant les deux pays bientôt terminée**

La route reliant le Kenya à l’Ethiopie devrait être terminée sous peu, a annoncé la Kenya National Highways Authority (KeNHA). Les 498 km de route reliant Isiolo (Kenya) à Moyale (sud de l’Ethiopie), ont été financés par la Banque africaine de développement, l’Union européenne, et le gouvernement kenyan pour un total de 383 M EUR. Ce projet permettra de relier le port kenyan de Mombasa à la capitale éthiopienne Addis-Ababa, avec un impact positif sur le commerce et l’intégration régionale. Il s’inscrit également dans le cadre du corridor LAPSSET (Lamu port – South Sudan – Ethiopia Transport Corridor), composé de voies ferrées, d’autoroutes, d’un oléoduc, d’un port et d’un aéroport.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Djibouti : accord de partenariat entre les ports de Djibouti et de Qingdao**

Le port de Djibouti et le port chinois de Qingdao ont signé une convention de jumelage le 13 avril dernier. Ce rapprochement a pour but de favoriser le renforcement de capacités des ressources humaines et les moyens logistiques du port de Djibouti, en s’appuyant sur l’expertise du port de Qingdao. Ce partenariat permettra également d’accroître le volume des échanges entre les deux ports. Pour rappel, Djibouti, seul maillon africain de la « nouvelle route de la soie », est un partenaire stratégique pour la Chine. Elle y renforce régulièrement sa présence et y a récemment lancé la construction de sa 1<sup>ère</sup> base navale en Afrique (cantonnée à la logistique).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Ethiopie : 98 M USD de la Chine pour un projet de transmission électrique**

L’agence éthiopienne Ethiopian Electric Power et l’entreprise chinoise TBEA Contractor Limited ont signé un accord de contrat pour un projet de transmission électrique de 98 M USD. Financé à 85 % par l’Exim Bank of China, le projet devrait satisfaire, entre autres, les besoins en électricité des parcs industriels de Bole Lemi et Kilinto, grâce à la fourniture de lignes de transmission et de deux sous-stations. Le déploiement des parcs industriels doit encourager le développement de l’industrie légère et la transformation structurelle du pays. Afin de réduire les goulots d’étranglement et d’attirer les investisseurs privés, les parcs industriels auront des approvisionnements en eau et électricité dédiés.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Ethiopie : 98 M USD de la Chine pour un projet de transmission électrique**

La 1<sup>ère</sup> école de commerce aux normes internationales ainsi qu’un centre d’innovation devraient ouvrir leurs portes en octobre 2016 à Addis-Abeba, sur plus de 35 M EUR de fonds européens. En partenariat avec des universités britanniques, des programmes à temps-plein, partiels et des cours à distances seront proposés aux étudiants. Des programmes de 3<sup>ème</sup> cycle seront également ouverts en partenariat avec la Maastricht School of Management au Pays-Bas et l’Université Martin Luther en Allemagne dès 2017. La 1<sup>ère</sup> promotion accueillera 60 étudiants, dont 30 boursiers et sera basée sur 15 000m<sup>2</sup> dans le campus de l’Université d’Addis-Abeba.

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

### ▼ Kenya : l'exploitation ferroviaire du SGR attribué au chinois CRBC

Le contrat d'exploitation de la ligne ferroviaire SGR Nairobi-Mombasa, a été attribué à la compagnie chinoise China Road and Bridge Corporation (CRBC), lors du sommet de l'EAC du 30 avril. Selon le gouvernement, ce contrat serait temporaire, pour permettre à Rift Valley Railway, le consortium privé opérant actuellement la ligne Kenya-Ouganda, de développer ses capacités. L'exploitation de la ligne Nairobi-Mombasa par CRBC, également en charge de la construction de la ligne, aurait été l'une des conditions pour l'octroi d'un prêt de l'Exim Bank à hauteur de 90 % du coût du projet (près de 4 Mds USD au total). De fait, le contrat d'exploitation n'a pas fait l'objet d'un appel d'offres public. L'achèvement de la ligne est prévu pour la mi-2016.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Kenya Port Authority chargée de la mise en concession du 2<sup>ème</sup> terminal à conteneurs du port de Mombasa

L'exploitation du 2<sup>ème</sup> terminal à conteneurs du port de Mombasa a été confiée à l'agence publique Kenya Port Authority (KPA), sur décision du gouvernement, pour une période indéfinie. L'accord de prêt passé avec la Japan International Cooperation Agency (JICA), prévoyait pourtant l'exploitation par un opérateur privé. Cette décision est liée aux difficultés dans le processus de sélection de l'opérateur privé, démarré en décembre 2014, mais contesté par plusieurs sociétés soumissionnaires. La construction du 2nd terminal, d'un coût de 274 M EUR, devrait être terminée mi-2016. L'objectif est de décongestionner le port de Mombasa en augmentant sa capacité de chargement (1,2 M TEU).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Madagascar : lancement d'un programme de sécurisation foncière

Le 28 avril, le Premier ministre malgache a officiellement annoncé le début du programme d'appui à la réforme et à la sécurisation foncières, essentielles pour favoriser les investissements agricoles, promouvoir la décentralisation et faciliter la résolution des litiges locaux. Ainsi, le programme d'une durée de 4 ans et pour un montant de 4 M EUR, cofinancé par l'AFD et l'UE, contribuera à doter 75 communes des régions Analamanga et Itasy (périphérie d'Antananarivo) de droits fonciers et d'une fiscalité foncière. Il permettra à 25 000 agriculteurs d'accéder à un terrain dans des conditions qui leur permettront d'investir et d'intensifier sa production.

✉ rabitchova@afd.fr

### ▼ Madagascar - BAfD : lancement du projet d'appui à la promotion des investissements

Le lancement officiel du Projet d'appui à la promotion des investissements (PAPI), financé par la BAfD à hauteur de 10,4 M USD, a été effectué à Antananarivo le 2 mai 2016. Ce projet d'une durée de 3 ans sera mis en œuvre par l'EDBM (guichet unique des investisseurs). Il vise à augmenter l'investissement privé de 15,2 % à 18 % du PIB sur la période 2015-2018 et à améliorer le cadre de préparation et d'exécution des Partenariats Publics Privés pour la mise en œuvre de deux projets PPP d'ici 2018. Le projet bénéficiera aux instituts publics en charge du secteur privé, aux entreprises du secteur textile ainsi qu'aux entreprises des secteurs prioritaires (agro-industrie, mines, NTIC).

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Madagascar : coopération régionale dans le domaine de l'urbanisme

En l'absence de planification urbaine, la ville d'Antananarivo connaît une expansion rapide, non maîtrisée, et une dégradation des conditions de vie des populations. Avec le soutien de l'AFD, l'AGORAH, agence d'urbanisme de La Réunion, mène actuellement une étude de préfiguration sur les modalités de création et de fonctionnement d'une structure de type agence d'urbanisme dans l'agglomération d'Antananarivo, projet qui sera inscrit dans une dynamique régionale. Cette mobilisation fait écho à la Conférence de coopération régionale de l'océan Indien qui s'est tenue les 21 et 22 avril 2016 et au cours de laquelle l'importance de renforcer l'intégration des territoires d'outre-mer dans leur périphérie a été soulignée.

✉ [rabitchova@afd.fr](mailto:rabitchova@afd.fr)

### ▼ Maurice : production d'électricité à partir de biogaz

Le Conseil des ministres a validé le principe du lancement d'un appel d'offres pour la production d'électricité à partir de biogaz sur le site de l'unique centre d'enfouissement de déchets de Maurice (localisé à Mare Chicose, au centre de l'île). Le contrat de gestion et d'exploitation de la décharge (avec une unité de production d'électricité de 3,3 MW) attribué en 2006 à la société SOTRAVIC arrive en effet à expiration prochainement. Les opérations d'enfouissement à Mare Chicose doivent se poursuivre au moins jusqu'en 2019, le niveau d'extraction de biogaz étant estimé à plus de 2000 Nm<sup>3</sup>/heure.

✉ [patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr](mailto:patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Rwanda : discussions en cours pour l'obtention d'une facilité de précaution de court terme du FMI

Le ministre des Finances du Rwanda, Claver Gatete, a indiqué que des négociations avaient débuté avec le FMI concernant l'obtention d'une ligne de précaution de court terme. L'objectif est de protéger le Rwanda d'une probable baisse à venir des réserves de change. Ces dernières seraient pour l'instant supérieures à 4 mois d'importation, mais la baisse des exportations rwandaises, de 723 M USD en 2014 à 664 M USD en 2015, et la détérioration du déficit courant, de 11,5 % à 14,5 % du PIB, contribuent à l'accroissement des pressions à la baisse sur le Franc rwandais et sur les réserves de change. Le Rwanda bénéficie à ce jour d'un programme de soutien du FMI, sous la forme d'un Policy Support Instrument (PSI) qui ne comporte pas de facilité financière de précaution.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan du Sud : le FMI conseillera le ministère des Finances

Le ministère des Finances du Soudan du Sud a annoncé qu'il ferait appel au FMI pour le conseiller dans la relance de son économie, maintenant qu'un gouvernement de transition est en place. La guerre civile que traversait le Soudan du Sud depuis décembre 2013 a eu un impact négatif sur l'économie du pays notamment par le ralentissement de la production de pétrole, qui représentait 98 % des revenus de l'Etat, et la diminution des importations de biens. En décembre 2015, le passage de la livre sud-soudanaise à un régime de parité flottante lui a fait perdre 84 % de sa valeur. En conséquence, les prix se sont envolés : le prix du kilo de sucre est passé de 1,6 USD en janvier à 11 USD fin avril et l'essence a atteint 4 USD par litre.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : construction d'un nouvel aéroport international à Dodoma**

Le Directeur général de Tanzania Airports Authority, George Sambali, aurait confirmé la construction d'un nouvel aéroport international à Dodoma. 400 000 km<sup>2</sup> avaient été réservés par le gouvernement à Msalato, en périphérie de la capitale tanzanienne, dès les années 1980. Le projet, dont la mise en œuvre a été plusieurs fois reportée, est soutenu par la Banque africaine de développement qui contribuera au financement de l'étude de faisabilité. Ce projet permettrait d'accroître la connexion du pays avec le reste du monde, en complément des deux autres aéroports internationaux (JNIA et Kilimandjaro), notamment pour le développement du tourisme.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : partenariat avec la Chine pour la construction d'une ligne de chemin de fer**

L'Ambassadeur de Chine en Tanzanie a annoncé le 25 avril, depuis le Palais présidentiel de Dar es Salam, qu'un accord de partenariat avait été trouvé avec le président Magufuli pour la construction d'une ligne de chemin de fer reliant le port de Dar es Salam au Rwanda, au Burundi et à la République démocratique du Congo. Le projet, estimé à 6,8 Mds d'USD pour une longueur totale de 2 561 km, sera réalisé en plusieurs phases successives. Le premier tronçon (long de 1 216 km) reliera Dar es Salam à Mwanza (sur les rives du Lac Victoria), via Tabora et Isaka. Le ministre des Transports, des Travaux publics et de la Communication, le Professeur Makame Mbarawa, assurera la préparation des appels d'offres du projet.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Bénin/Togo : visites du Secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie**

Le Secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie a effectué des visites de travail au Bénin et au Togo du 2 au 5 mai 2016. Au Bénin, André Vallini est le premier membre du gouvernement français en visite depuis l'élection du président Patrice Talon. Cette visite a permis de finaliser l'accord de financement du projet de soutien à l'enseignement secondaire (SENS), porté par l'AFD, dont le coût global est de 10,5 Mds de FCFA (15 M EUR). Au Togo, le secrétaire d'Etat a inauguré le Centre de Formation aux Métiers de l'Industrie, financé par l'AFD, en présence du Président Faure Gnassingbe.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique de l'Ouest : le FMI recommande une meilleure surveillance de l'endettement**

Lors de la 26<sup>ème</sup> réunion du comité d'orientation du Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (Afrifac de l'Ouest) les 4 et 5 mai 2016, le FMI a interpellé les Etats de la sous-région ouest-africaine sur le risque de surendettement et sur la nécessité de mobiliser davantage le potentiel fiscal. Le Fonds estime que les Etats doivent tenir compte de l'environnement international déprimé, faire preuve de prudence dans le choix des investissements publics et continuer à améliorer l'environnement des affaires.

✉ [kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr](mailto:kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : approbation par le Conseil des ministres d'une convention avec l'AFD**

Le Conseil des ministres du 27 avril dernier a approuvé la convention de crédit portant sur un montant de 15 M EUR, signée le 30 novembre 2015 à Niamey entre les autorités nigériennes et l'AFD. Ce financement est destiné à la réalisation du projet d'infrastructures d'alimentation en eau potable et d'ouvrage d'assainissement liquide dans la région de Tillabéry.

✉ [pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : visite du directeur de la Banque africaine d'Import-Export**

Le directeur de l'Afreximbank, Okey Oraman, à l'occasion d'une visite à Lomé, a récemment indiqué l'intérêt que portait l'institution à l'égard de certains investissements au Togo, mentionnant les secteurs de la logistique, du tourisme et de l'agriculture. L'ouverture d'une succursale au Togo, devenu dans une optique de diversification des sources de financements le 40<sup>ème</sup> pays Africain à devenir membre de l'institution de financement du commerce, est également envisagée.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : 70 Mds FCFA de la Banque mondiale pour la santé maternelle et infantile**

Ce financement est composé d'un prêt de 55 Mds FCFA de l'IDA et d'un don de 14,8 Mds FCFA du GFF, le fonds fiduciaire du mécanisme de financement mondial. Le programme d'investissement à l'appui du système de santé (PAISS) de la Banque mondiale a été initié au Cameroun dans la région de l'extrême nord en 2014 avec un financement de 40 M USD. Il sera étendu dans cette phase à 36 arrondissements du nord du Cameroun. Ce programme a pour objet le renforcement des services de santé en zone rurale en mettant l'accent sur le suivi des femmes avant et après l'accouchement.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Gabon : l'AFD a signé en mars 2016 avec l'Etat deux importantes conventions de prêt d'un montant global de 204 M EUR**

La première convention, d'un montant de 50 M EUR, finance la phase 2 du Projet d'appui au Plan national de Développement sanitaire. Son objectif est la réhabilitation et l'équipement de 27 centres de santé dans quatre provinces de l'intérieur du Gabon. La seconde convention, d'un montant de 154 M EUR, finance le Projet d'investissements dans le secteur éducatif (PISE) dont l'objet consiste en la construction et l'équipement de 9 collèges et 8 écoles primaires à Libreville et Port-Gentil, soit environ 500 classes supplémentaires. Ce dernier concours est le plus important jamais octroyé par l'AFD au Gabon.

✉ [picardy@afd.fr](mailto:picardy@afd.fr)

▼ **Gabon : la BAfD annonce la mise en œuvre d'un partenariat stratégique en faveur du développement**

Sur les 5 prochaines années, il est ainsi prévu un apport de la BAfD de 811 Mds FCFA (1,2 Md EUR), à travers ses guichets publics et privés. Ce nouveau partenariat, fait savoir la BAfD, appuiera la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent. Cette somme devrait être investie dans de nombreuses actions et dans les domaines notamment du développement du secteur primaire, de la valorisation de la filière forêt-bois, de l'amélioration du cadre des investissements publics et privés. L'accent sera également mis sur l'amélioration des infrastructures d'eau et d'assainissement et la promotion de la formation professionnelle des plus jeunes.

✉ [quentin.simon@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.simon@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Afrique du Sud : le gouvernement restreint la pratique de l'injection de saumure dans le poulet

Le département de l'Agriculture a décidé de limiter le taux de saumure dans les portions individuelles de poulets congelés et dans les poulets entiers. Les producteurs devront se conformer, dans un délai de six mois, à la nouvelle législation : poulets entiers (taux maximum de saumure autorisé par rapport au poids total de 10 %, contre 8 % actuellement) ; portions individuelles de poulet congelé (taux maximum de saumure autorisé par rapport au poids total de 15 %, sans qu'il y ait de limite jusqu'à présent). Le poulet est la principale source de protéines en Afrique du Sud (63 %) et 60 % du poulet est consommé sous la forme de portions individuelles congelées.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Afrique du Sud : les filières agricoles ont prélevé 24 M EUR de taxes pour financer des actions collectives

Selon le rapport publié pour l'année 2014 par le National Agricultural Marketing Council, 20 interprofessions ont mis en place des dispositifs de collecte de données obligatoires et 18 d'entre elles ont bénéficié de contributions obligatoires pour un montant total de 386 M ZAR (24 M EUR). La loi de 1996 sur la commercialisation des produits agricoles autorise les interprofessions à mettre en place des contributions obligatoires pour financer des actions collectives, sous réserve de l'approbation par le Département de l'agriculture. 36 % des fonds sont destinés à la recherche, 20 % au soutien aux petits agriculteurs, 14 % à la promotion, 11 % à la formation et 10 % à l'information.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Afrique du Sud : stratégie payante pour le géant SAB Miller

L'entreprise SAB Miller, cotée à la bourse de Johannesburg, a enregistré de bons résultats pour l'année 2015. Le second semestre s'est avéré particulièrement positif pour toutes les zones géographiques malgré l'instabilité économique, et ce, dans le contexte de la proposition de rachat par l'entreprise brassicole multinationale AB InBev. Son CEO, Alan Clark, a indiqué que ces résultats reflétaient le succès de la stratégie de SAB Miller consistant à agrandir la catégorie des bières et à « premiumiser » les différentes gammes. Le groupe SAB Miller a vu sa valeur actuelle nette augmenter de 5%, avec une croissance de 2 % en volume. L'Afrique a contribué à hauteur de +11 % pour la valeur actuelle nette et +6% en volume.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ **Ethiopie : pois, haricots, lentilles bientôt négociés par la bourse des matières premières ECX**

Les opérations de vente et d'achats de pois, lentilles et haricots mungo et rouge (destinés à l'export, notamment Allemagne et Suède) devront à présent être réalisées dans le cadre de l'Ethiopia Commodity Exchange (ECX), bourse de matières premières qui ne traitait jusqu'à présent que des opérations concernant le café, le sésame et les haricots blancs. Pour rappel, les coopératives récoltent la production, vendue à l'Ethiopian Agricultural Commodities Warehousing Service Enterprise, en charge de l'entreposage et de la mesure de qualité pour ECX (qualité locale ou export). ECX gère 100 000 transactions/heure grâce à un système de négociation électronique.

✉ [magali.pialat@businessfrance.fr](mailto:magali.pialat@businessfrance.fr)

▼ **Kenya : construction d'une usine d'engrais**

Une usine d'engrais d'une capacité de 150 000 tonnes est en cours de construction par la société Toyota Tsusho dans le cadre d'un partenariat public-privé. La construction de cette usine représente un investissement de près de 900 M EUR. La production des premiers engrais (NPK) est prévue pour juin 2016. La majorité des engrais étant importée, la construction de cette usine devrait mettre fin au manque structurel de disponibilité des engrais. Par ailleurs, cette production locale devrait permettre de réduire le coût des engrais de 40 % et ainsi réduire le coût budgétaire lié aux subventions distribuées aux agriculteurs. Le gouvernement consacre annuellement près de 26 M EUR à ces subventions.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan : bonnes performance et perspective pour le secteur animalier**

300 000 moutons ont été exportés vers l'Arabie Saoudite au cours des 4 premiers mois 2016, et 1,5 million supplémentaires devraient l'être d'ici la fin de l'année. En parallèle, le ministre soudanais des ressources animales a indiqué que les Émirats Arabes Unis pourraient augmenter à 600 000 têtes par an leurs achats de bovins vivants au Soudan. En 2015, la valeur des exportations soudanaises d'animaux vivants s'est élevée à 800 M USD, dont 500 vers l'Arabie Saoudite. Le Soudan, avec 104 millions de têtes, détient le 2<sup>ème</sup> cheptel africain.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso : vers la fin du coton OGM ?**

La Sofitex (compagnie publique d'exportation de coton), la Socoma (Filiale de Géocoton) et Faso Coton (groupe Aga Khan) ont annoncé leur intention de réduire drastiquement les emblavements en coton OGM au Burkina Faso suite à la mauvaise qualité (fibres trop courtes) du coton produit à partir des semences Monsanto. Ces trois sociétés réalisent la totalité des exportations de coton-graine du pays. Pour mémoire, 80 % du coton produit au Burkina Faso provenait jusque-là de semences OGM. Cette décision, fondamentalement structurante pour la filière, devrait permettre à terme, notamment pour la récolte à venir, une meilleure valorisation de la production cotonnière burkinabè.

✉ [pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : baisse de 31 % de la production de coton-graine

La production de coton graine pour la campagne 2015/2016 est estimée à 310 000 tonnes, en baisse de 31 % par rapport à la campagne précédente. Cette contre-performance serait imputable essentiellement aux perturbations climatiques et à la mauvaise qualité des semences. La Côte d'Ivoire est le troisième producteur de coton en Afrique subsaharienne, derrière le Burkina Faso et le Mali.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Bénin : hausse des exportations de coton en 2015

Les exportations de coton atteignent 245,7 M EUR en 2015, en hausse de 8,1 %. Le coton représente 43,7 % des recettes d'exportation du pays. La Chine, dont les stocks sont considérables, perd en 2015 la place de premier pays importateur du coton béninois, au profit de la Malaisie, du Bangladesh, et du Vietnam, qui ont augmenté leurs capacités industrielles.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : Laham Industrie ouvre un abattoir moderne de 6 M EUR à Kayes

Le nouvel abattoir est bâti sur un terrain de 3,6 hectares à Kayes et compte un effectif de 60 employés. L'usine produira 60 tonnes de viande de bovin et 15 tonnes de viande ovine et caprine par jour. Le site dispose de trois chambres froides d'une capacité de 689 m<sup>2</sup> chacune, avec une capacité de stockage d'environ 260 tonnes. Ce projet est financé conjointement par les Pays-Bas avec une subvention de 762 000 EUR et Laham Industrie, co-entreprise fondée par la PME malienne Locam et l'algérien FM Produits. Le groupe entend investir 1,5 M EUR dans la réalisation de grands parcs d'élevage pour son approvisionnement. A noter que le bétail est le troisième produit d'exportation du pays, après l'or et le coton.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ La filière cacao nigériane profite des déficits mondiaux

Olam, 3<sup>ème</sup> plus grand transformateur de fèves annonce un déficit mondial de 308 000 tonnes d'ici fin septembre. L'harmattan du début d'année a abîmé les récoltes ivoiriennes et ghanéennes, qui perdent respectivement 110 000 tonnes et 30 %. Le Brésil, l'Equateur et l'Indonésie voient aussi leur production reculer. A contrario, le Cameroun et le Nigéria devraient progresser cette année. Et ce serait encore le cas du Nigéria dans les années à venir, si l'on en croit la déclaration du gouverneur de l'Etat d'Akwa Ibom qui veut planter 60 000 ha de cacaoyers, rapportée par Vanguard. 30 000 ha seraient en cours d'implantation. Avec 60 000 ha, Akwa Ibom, et le Nigéria en même temps, deviendrait le 2<sup>ème</sup> producteur africain.

✉ [pierre.decoussy@businessfrance.fr](mailto:pierre.decoussy@businessfrance.fr)

### ▼ Ghana : ouverture d'une usine de transformation de canne à sucre

Le président Mahama a inauguré la toute première usine de transformation de canne à sucre ghanéenne à Komenda (région centrale). Cette usine, qui sera opérationnelle à la fin du mois, produira près de 10 000 tonnes de sucre annuellement, ce qui permettra de réduire de moitié la quantité de sucre importée. Une loi sera prochainement introduite au Parlement afin de statuer sur les importations de sucre, qui représente 200 M USD chaque année. Par ailleurs, cette usine s'auto-alimentera en l'électricité, générant à plein régime 5 MW en utilisant de l'éthanol, dont 2 MW seront redistribués à la ville de Komenda et ses environs. Afin de soutenir les cultivateurs de canne à sucre, le gouvernement a obtenu un prêt de 24 M USD auprès de l'Exim Bank indienne.

✉ [caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Afrique du Sud : Enel Green Power inaugure sa plus grande centrale photovoltaïque dans le pays

Enel Green Power, filiale du groupe énergétique italien Enel, a annoncé la connexion au réseau électrique national de sa centrale photovoltaïque de Paleisheuwel, au Cap occidental, d'une capacité de 82,5 MW, soit la plus grande centrale d'Enel Green Power actuellement en service dans le pays. Soutenu par un accord d'achat d'électricité (« PPA ») de 20 ans conclu auprès de la compagnie publique sud-africaine Eskom, le projet s'inscrit dans le cadre du Programme national en faveur des producteurs indépendants d'électricité par les énergies renouvelables (REIPPP).

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : Transcorp a initié des discussions avec la NNPC pour le rachat et la rénovation de ses usines à gaz inactives

Le président du Conseil d'administration de Transcorp, Tony Elumelu, l'a annoncé en marge de la dixième assemblée générale annuelle de Transcorp à Calabar (Etat de Cross River). Depuis plusieurs années, le sous-investissement dans ces usines détenues par la NNPC a entraîné une pénurie d'approvisionnement en gaz du secteur de l'électricité. Transcorp, qui détient une centrale électrique à Warri (Etat du Delta), était directement impactée par cette situation de pénurie gazière. Par son rachat, l'entreprise cherche à sécuriser son approvisionnement en gaz afin d'augmenter sa production interne d'électricité de 300 à 800 MW cette année.

📧 paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Attaque d'une plateforme pétrolière appartenant à Chevron dans le delta du Niger

Les *Niger Delta Avengers* ont attaqué la plateforme pétrolière située à 40 miles nautiques du terminal Escravos, à proximité de la ville de Warri (Delta State), forçant Chevron à couper la production pétrolière de certains blocs et l'approvisionnement en gaz de plusieurs centrales électriques. Ce nouveau groupe militant avait détruit un pipeline appartenant à Shell en février, qui avait conduit à la fermeture du terminal d'exportation de Forcados, d'une capacité de 250 000 barils par jour.

📧 victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Gabon : Démarrage de la production des premières ressources minières destinées à l'exportation, en provenance de la ZERP (Zone économique à régime privilégié) de Nkok

Il s'agit essentiellement de lingots de laiton produits par l'entreprise Sogametal, spécialisée dans la valorisation des rebuts non ferreux, et de lingots d'aluminium transformés par Metal co, spécialisée aussi dans le recyclage ; les principaux pays destinataires étant la Chine et Dubaï (EAU). La ZERP compterait aujourd'hui 13 entreprises.

📧 quentin.simon@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Gabon : départ de Sterling Oil and Gas Ltd du Gabon

Les sociétés Themis marin et Iris marin, succursales de la société de conseil et de distribution pétrolière australienne, ont déclaré la cessation définitive de leurs activités à la direction générale des impôts. Sterling Oil figurait parmi la dizaine de compagnies d'exploration du pétrole offshore au Gabon.

✉ [quentin.simon@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.simon@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ RDC : rachat par China Molybdenum de Tenke Fungurume Mining

Le groupe américain Freeport-McMoran Inc, jusque-là actionnaire majoritaire dans la société minière Tenke Fungurume Mining (TFM) a annoncé le 9 mai 2016 être parvenu à un accord définitif pour la vente de ses participations dans TF Holdings Limited. Cet accord porte sur la cession de la mine congolaise de TFM au groupe chinois China Molybdenum Co pour un montant de 2,65 Mds USD. Freeport McMoran Inc. détient 56 % de cette mine de cuivre et de cobalt qu'elle exploite au Katanga (Sud-Est de la RDC) et qui fait du groupe américain l'un des principaux contributeurs individuels au budget de l'Etat congolais.

✉ [francois.quintin@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.quintin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Énergie : le Malien Samba Bathily, un patron 100 % solaire

Samba Bathily, le PDG d'Africa Development Solutions (ADS), qui revendique un chiffre d'affaires de 106 M USD en 2015 (97 M EUR), est très peu connu du grand public. C'est pourtant ce Malien qui porte l'initiative Akon Lighting Africa, lancée en 2014 pour électrifier le continent en s'appuyant sur la célébrité du chanteur sénégalais-américain Akon et sur le bagout du président de la fondation Give1Project, le Sénégalais Thione Niang. Le chef d'entreprise, qui a déjà à son actif l'installation de 100 000 lampadaires et de 102 000 kits solaires dans seize pays du continent, est en négociation avec la Cedeao pour 15 000 mini-grids, de petits réseaux photovoltaïques qui permettent d'alimenter en électricité des écoles, des dispensaires, des maisons.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Caoutchouc : net recul des pertes de SIPH en 2015

Le producteur de caoutchouc a enregistré en 2015 un résultat net négatif de -3,8 M EUR, en recul par rapport à la perte de -62 M EUR réalisée un an plus tôt. Une performance due en grande partie à la stabilisation de la valeur de ses actifs biologiques. Les comptes audités confirment le chiffre d'affaires de 247 M EUR pour l'année 2015 (-1,24 % sur un an), dont 225 M USD pour la branche caoutchouc en léger recul. Sa production de caoutchouc a atteint 183 500 tonnes. Malgré le nouveau recul du prix moyen du caoutchouc enregistré l'an dernier, le groupe agro-industriel a enregistré une claire amélioration de sa rentabilité opérationnelle. Son résultat opérationnel a atteint 200 000 EUR en 2015, contre une perte opérationnelle de - 77,3 M EUR en 2014.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## ▼ Industries

### ▼ Angola : le gouvernement veut favoriser l'émergence d'une éco-industrie

Le nouveau Plan de propreté pour la ville a été adopté « à titre préliminaire » lors d'une réunion présidée par le président de la République, José Eduardo dos Santos, le 21 avril dernier. Alors que, pendant de longues semaines, les déchets s'accumulaient au bord des routes de la capitale, ce plan propose de valoriser le recyclage des déchets. Le secrétaire d'Etat à l'Environnement, M. Syanga Abilio, a insisté sur l'importance d'une telle pratique qui permettrait selon lui de construire des usines dans la banlieue de Luanda capable de produire, par exemple, des emballages biodégradables et renouvelables.

✉ [amilca.cabral@businessfrance.fr](mailto:amilca.cabral@businessfrance.fr)

### ▼ Afrique de l'Est - océan Indien : acquisition de deux sociétés kenyanes du secteur de la logistique par un groupe mauricien

Velogic, leader mauricien des services logistiques, vient d'annoncer des prises de participation dans les sociétés kenyanes General Cargo Services et General Cargo Transport, spécialisées dans les services de dédouanement et de transport routier. Cette opération s'est faite en partenariat avec Kibo Fund, fonds de capital-risque rattaché au groupe CIEL. Velogic (85 M USD de CA en 2015) est une filiale du groupe ROGERS, lui-même dans le giron du groupe mauricien ENL. Velogic, qui dispose de 32 bureaux dans le monde, est implantée à Madagascar, au Mozambique, en Inde, au Bangladesh et en France (métropole et La Réunion).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burundi : le secteur minier affecté par l'instabilité politique

Selon un rapport de la Banque mondiale, le pays court le risque que ses exportations d'étain, de tantale et de tungstène (les « 3T ») soient rejetées par le marché international car trop exposées du fait de la détérioration de la situation politique. Les minerais du Burundi bénéficient du statut « Conflict free », démontrant que les minerais utilisés ne proviennent pas de zones de conflit, mais la transparence du secteur minier (3T et or) reste problématique. La sous-performance de ce secteur, combinée à la chute du cours des matières premières et à la baisse des exportations de thé et de café (premiers postes d'export) ont conduit à une baisse des exportations totales, de 664 M USD en 2014 à 500 M USD en 2015 selon l'UNCTAD.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : un environnement attractif pour la production de médicaments

Un récent rapport de Frost & Sullivan met en avant les efforts du gouvernement éthiopien en matière fiscale, notamment pour attirer les investisseurs dans le secteur pharmaceutique, avec une exemption de taxes sur les prêts et sur les frais de douane des biens d'équipement importés. Le temps d'enregistrement des sites de production a également été réduit à 1 mois pour les fabricants locaux ; sans oublier les nouveaux débouchés qu'offre le marché local, avec une hausse des investissements publics dans le secteur, prioritaire, de la santé. Selon Frost & Sullivan, le marché éthiopien a atteint 620 millions de dollars en 2015 et pourrait dépasser le milliard de dollars d'ici 2020.

✉ [magali.pialat@businessfrance.fr](mailto:magali.pialat@businessfrance.fr)

▼ **Kenya : ajout de la région du lac Turkana à la liste des sites susceptibles d'accueillir une centrale nucléaire**

La région du lac Turkana a été ajoutée par la Kenya Nuclear Electricity Board (KNEB), chargée de structurer une stratégie nucléaire civile, à la liste des sites susceptibles d'accueillir une première centrale nucléaire. Trois sites dans la région du lac Victoria et un site sur la côte, à l'embouchure du fleuve Tana avaient déjà été présélectionnés. Afin d'accroître et de diversifier les capacités de production d'énergie électrique, le Kenya envisage de se doter de sa première centrale d'une capacité de 1 000 MW à l'horizon 2025. Le Kenya a obtenu le feu vert de l'AIEA et a par ailleurs conclu plusieurs accords de coopération nucléaire, notamment avec la Chine en septembre 2015.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Stella Trade débite l'exploitation de l'or de Gambella**

La société éthiopienne Stella Trade & Industry Plc a obtenu en avril 2016 le premier permis d'exploitation aurifère dans l'Etat de Gambella, à l'ouest du pays et à la frontière avec le Soudan du sud. Cette licence de 10 ans est renouvelable une fois et a été accordée 2 ans après le début de l'exploration, menée sur 255km<sup>2</sup>. L'exploitation doit débuter pour 6 ans dans un périmètre de 1,26km dans la zone d'Agnuwak.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : intérêt de l'Arabie Saoudite pour les minéraux offshore soudanais**

Le ministre du Pétrole et des Mines de l'Arabie saoudite se rendra prochainement à Khartoum pour discuter avec son homologue soudanais d'une exploitation des gisements minéraliers sous la Mer Rouge. Ces ressources font déjà l'objet d'une joint-venture, ATLANTIS II, signée entre les deux pays en 2012, et les réserves minéralières dans l'espace maritime soudanais sont estimées à 97 M de tonnes de zinc, de cuivre, d'argent, de 80 tonnes d'or et d'autres minéraux. A la suite d'une étude effectuée en 2012 par la société canadienne Diamond Fields international, l'exploitation devait débuter en 2014. L'Arabie Saoudite est le premier investisseur au Soudan et troisième partenaire commercial de ce pays.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : accord entre le gouvernement et RUSAL sur la relance de l'usine d'alumine de Friguia**

En marge de la commission mixte guinéo-russe tenue du 20 au 22 avril à Moscou, le gouvernement guinéen et la société RUSAL ont trouvé un plan de reprise des activités de l'usine d'alumine de Friguia, paralysée depuis près d'un an par des mouvements de grève. Cette reprise se fera de manière progressive en deux phases. La première phase a pour objectif d'atteindre une capacité entre 550 000 et 600 000 tonnes d'alumine. La mise en route de l'usine interviendra au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2018, après un audit détaillé de l'état des installations et de la réalisation effective des travaux de réhabilitation début 2017.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : approbation par l'Assemblée nationale de deux appuis au secteur électrique**

Les députés ont approuvé deux conventions de crédit visant au développement du secteur électrique national. Il s'agissait du projet de financement de la rénovation du réseau de distribution électrique de la Nigelec porté par la Banque Mondiale (un crédit de 50 M USD complété par un don de 7,6 M DTS) ; du programme de raccordement de 166 nouvelles localités au réseau de la Nigelec et de l'acquisition de groupes électrogènes sur financement BOAD (8 Mds XOF).

✉ [pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Gabon : le gouvernement gabonais lève la suspension d'exploitation de 3 essences de bois**

Le Conseil des ministres a entériné cette semaine le projet de décret fixant les conditions d'exploitation, de transformation et d'exportation du Moabi, du Kévazingo, et de l'Ozigo, ces deux dernières devant obligatoirement être issues de la troisième transformation pour être exportées. L'exploitation de ces essences avait été suspendue à titre conservatoire depuis le 24 novembre 2015.

✉ [quentin.simon@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.simon@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Services**

▼ **Le digital contre la mendicité et pour le droit des enfants au Sénégal**

Le 20 avril est la « Journée nationale du Talibé » au Sénégal, ces enfants confiés par les familles rurales aux écoles coraniques, les daaras, qui les obligent à mendier pour vivre. Pour sensibiliser au sort de ses enfants, Ousseynou Khadim Bèye a lancé l'an dernier l'application « Cross Dakar City ». L'utilisateur devient Mamadou et doit tenter de survivre dans les rues de Dakar. A l'occasion de cette journée, l'Unicef a rappelé l'obligation du respect des normes internationales telle que la Convention des Droits de l'enfant et des lois nationales. Pourtant, ni l'institution ni surtout l'Etat sénégalais n'ont répondu favorablement à l'aide demandée pour protéger les talibés.

✉ [ps.guedj@affectionmutandi.com](mailto:ps.guedj@affectionmutandi.com)

▼ **Afrique du Sud : inauguration du *Mall of Africa*, plus grand centre commercial d'Afrique**

Fort d'une superficie de plus de 130 000 m<sup>2</sup> et de ses 300 magasins et restaurants, le plus grand centre commercial d'Afrique, le *Mall of Africa*, a ouvert ses portes le jeudi 28 avril dernier au sein de Waterfall City, une nouvelle ville, située entre Johannesburg et Pretoria. L'Inauguration du *Mall of Africa* clôt la première phase de construction de ce projet débuté en octobre 2012 et marque, par la même, l'entrée de nombreuses marques internationales sur le marché sud-africain, parmi lesquelles un certain nombre de marques françaises : The Kooples, Vicomte A et la chaîne de boulangeries pâtisseries Paul, notamment.

✉ [sarah.watine@businessfrance.fr](mailto:sarah.watine@businessfrance.fr)

### ▼ Afrique du Sud : de plus en plus de franchises internationales

Malgré sa croissance économique molle, l'Afrique du Sud attire d'importants investissements en franchise (Starbucks, Pizza Hut, Paul, tout récemment par exemple). Selon M. Jeremy Lang, Directeur chez Business Partners, cette dynamique se fonde sur la confiance de long terme accordé au marché sud-africain, la faiblesse des coûts d'implantation incitant les franchisés dotés de budgets réduits à tenter leur chance et la demande croissante en biens de consommation et de services d'une classe moyenne sud-africaine, désireuse d'aligner ses habitudes de consommations sur celles des populations occidentales.

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

### ▼ Angola : la Société Générale finance l'acquisition d'équipements hospitaliers

La Société Générale va financer, sur la facilité de crédit qu'elle a ouvert auprès du ministère des finances angolais, l'acquisition par l'Institut national des urgences médicales (INEMA) de 600 ambulances et matériels de transport pour un montant de 68 M USD. Un décret présidentiel du 22 avril 2016 permet désormais à la Société française des Equipements hospitaliers (SFEH) de mettre en œuvre ce contrat signé depuis 2013 qui, dans la situation de crise sanitaire que connaît le pays, prend tout son sens.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : volonté de coopérer avec l'Espagne dans l'hôtellerie et le tourisme

Suite à une rencontre avec le président de la Chambre de commerce de Valence, le ministre angolais de l'Hôtellerie et du Tourisme a manifesté son intérêt de développer une coopération avec l'Espagne, soulignant les régions touristiques prioritaires pour l'Angola : Calandula dans la province de Malanje, Cabo Ledo dans celle de Bengo, Mussulo à Luanda et Okavango dans la province du Cuando Cubango. La coopération entre les deux pays s'étendrait à la formation mais aussi à la promotion du tourisme avec l'organisation de plusieurs foires nationales et internationales. Une nouvelle rencontre bilatérale est prévue en Espagne en octobre prochain afin de présenter plusieurs projets angolais à des investisseurs espagnols.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : le mobile, acteur-clé du développement du e-commerce

Alors que les dépenses générées par le e-commerce sud-africain devraient croître de 29 % en 2016, celles effectuées avec un téléphone portable devraient augmenter de 70 % pour atteindre, en 2017, 41 % des dépenses totales de e-commerce, selon une étude IPSOS. Pour M. Efi Dahan, directeur régional de Paypal en Afrique et en Israël, les achats de produits étrangers vont continuer à se développer, en dépit de nombreuses interrogations quant à la sécurité des transactions. Pour pallier à cela et au fait que seuls 17 % des Sud-Africains disposent de cartes de crédit, certains, comme PayU, proposent des portefeuilles virtuels pour payer les achats.

✉ laura.laguierce@businessfrance.fr

▼ **Ethiopie : les groupes télécoms anticipent une possible libéralisation du marché**

L’Ethiopie est l’un des rares pays d’Afrique où le secteur télécoms est encore monopole d’Etat : Ethio Telecom y est l’unique fournisseur de service fixe, mobile et Internet. Orange, MTN, Vodafone et maintenant le groupe télécoms vietnamien Viettel anticipent une possible libéralisation du secteur dans un futur proche, avec l’attribution de licence télécoms, ouvrant des bureaux de représentations à Addis-Abeba, dans le cadre des négociations de l’adhésion de l’Ethiopie à l’OMC. Rappelons que l’Union internationale des Télécommunications (UIT) a déjà appelé les autorités à libéraliser le marché pour susciter la concurrence afin d’améliorer la qualité du service, du taux de couverture réseau, et de faire chuter le coût des services.

✉ [magali.pialat@businessfrance.fr](mailto:magali.pialat@businessfrance.fr)

▼ **Tanzanie : augmentation des retombées économiques du tourisme en 2015**

La Banque de Tanzanie (BoT) a annoncé pour 2015 une hausse des revenus relatifs à l’industrie touristique en Tanzanie de près de 11 % (2,23 Mds USD contre 2,01 Mds USD en 2014). Le plan quinquennal (2016-2021) de développement du secteur, qui ambitionne d’accueillir 2 M de touristes par an d’ici 2021 (contre 1,1 M en 2015), prévoit une augmentation des capacités d’accueil, une politique de formation des travailleurs, la conservation des ressources naturelles (lutte contre le braconnage) et la refonte des taxes du secteur. Début 2015, les professionnels du tourisme étaient pessimistes et souhaitaient que le gouvernement prenne mieux en compte les données des opérateurs locaux qui indiquaient une tendance baissière.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d’Ivoire : fusion entre Orange et l’opérateur de téléphonie fixe Côte d’Ivoire Telecom**

L’accord a été signé le 28 avril dernier entre le gouvernement ivoirien et les dirigeants du groupe Orange. L’opérateur Côte d’Ivoire télécom était détenu à 48,5 % par l’Etat ivoirien et à 51 % par le groupe Orange. Cette fusion donnera naissance à une seule entité qui devrait porter la dénomination Orange CI. D’après les études de valorisations des parts, l’Etat de Côte d’Ivoire détiendra 31 % du capital de cette nouvelle entité contre 69 % pour le groupe Orange. Cette opération permet à Orange de renforcer sa place de leader sur le marché ivoirien des télécoms, avec désormais près de 11 millions d’abonnés dans le fixe et le mobile et 3,8 millions dans l’internet.

✉ [kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr](mailto:kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d’Ivoire : vers la fin du monopole dans la distribution d’eau et d’électricité ?**

Face à la grogne sociale récemment soulevée par la nouvelle augmentation des prix de l’électricité, le Chef de l’Etat ivoirien a saisi l’occasion de la célébration de la fête du travail du 1<sup>er</sup> mai dernier, pour annoncer son intention de mettre fin au monopole qui existe actuellement dans le domaine de la distribution de l’eau et de l’électricité en Côte d’Ivoire. Ce monopole est jusqu’à présent détenu par le groupe français Eranove, spécialisé dans les services publics en Afrique de l’Ouest.

✉ [kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr](mailto:kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : l'UE lance le 2<sup>ème</sup> programme d'appui aux collectivités territoriales en matière d'assainissement et d'accès à l'eau potable**

L'UE vient de lancer officiellement à Sanankoroba (cercle de Kati) le deuxième programme d'appui aux collectivités territoriales en matière d'assainissement et d'accès à l'eau potable. Ce programme, d'un montant de 30,5 M EUR, sera déployé sur cinq ans. Il a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la santé des populations des centres ruraux et semi-urbains dans quatre régions du Mali (Sikasso, Koulikoro, Ségou et Tombouctou). Il sera réalisé 80 forages, 70 systèmes d'adductions d'eau potable et 20 systèmes autonomes de production d'eau. Il est également prévu la construction de 2 000 latrines et la pose de 40 pompes.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : les entreprises turques Summa et Limak devraient achever puis exploiter le nouvel aéroport AIBD**

Le ministre du Tourisme et des Transports aériens sénégalais a signé avec les représentants des sociétés turques Summa et Limak deux conventions relatives à la finalisation des travaux de construction et à la concession d'exploitation de l'aéroport AIBD. Le premier accord signé avec Summa prévoit la finalisation de la construction des travaux restants dans un délai de huit mois et une mise en service quatre mois plus tard. Le second accord, signé avec Limak, est une convention de concession pour 25 ans de l'exploitation de l'aéroport. A noter que ces conventions ne pourront être mises en œuvre que si elles sont approuvées par les bailleurs.

✉ [folly.ananou@dgtresor.gouv.fr](mailto:folly.ananou@dgtresor.gouv.fr)

▼ **La banque nigériane United Bank of Africa (UBA) prévoit une expansion à l'échelle du continent africain**

La banque UBA prévoit d'augmenter sa présence hors du Nigéria à 25 pays, contre 18 actuellement et d'injecter des capitaux dans ses filiales au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. Selon Tony Elumelu, le président d'United Bank of Africa, l'ambition de la banque est de devenir leader pour les services financiers en Afrique. UBA est l'une des banques nigérianes les plus importantes, avec plus de 700 branches, et possède des filiales à travers l'Afrique, dans des pays tels que le Ghana et la Côte d'Ivoire à l'ouest, le Kenya et l'Ouganda à l'est et la Mozambique et la Zambie au sud. Les opérations bancaires dans les 18 pays hors Nigéria contribuent à plus de 25 % du chiffre d'affaire.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : résultats du secteur de l'aviation nigérian aux troisième et quatrième trimestres 2015**

Le rapport publié par le Bureau national des statistiques montre un ralentissement de l'activité du secteur de l'aviation sur la seconde moitié de l'année 2015 comparativement à la seconde moitié de l'année 2014, malgré une légère reprise par rapport au début de l'année 2015. Le nombre total de passagers sur l'ensemble des aéroports nigériens a connu un déclin d'une année à l'autre de 2,8 % au troisième trimestre et de 8,5 % au quatrième trimestre (par rapport aux mêmes trimestres de l'année précédente). Conséquence de la crise de change, le secteur souffre de difficultés d'approvisionnement en kérosène pour lequel il dépend entièrement des importations.

✉ [paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr](mailto:paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : le déficit de logement s'accroît

Le déficit actuel de logement estimé à 1,7 M d'unités devrait atteindre 2 M en 2019. D'après la Ghana Real Estate Developers Association (GREDA), cette carence contraint 50 % de la population à vivre dans des logements précaires voire insalubres. Pour remédier à ce problème, le gouvernement tente de développer la construction de logements accessible à la majeure partie de la population dont le revenu annuel moyen est de 1 590 USD. Le parlement va aussi réétudier la Real Estate Agency Bill.

✉ [ibrahima.thiam@ccifranceghana.com](mailto:ibrahima.thiam@ccifranceghana.com)

### ▼ RDC : Acquisition de Tigo RDC par le Groupe Orange

Le groupe français Orange a annoncé jeudi 21 avril 2016 l'acquisition totale de Tigo RDC, la filiale du groupe luxembourgeois Millicom International Cellular. Ainsi prend fin le processus engagé le 8 février 2016 par les deux entreprises à travers la signature d'un accord de cession pour 160 M USD en numéraire. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement d'Orange en Afrique centrale et de l'ouest, avec plus de 80 millions d'habitants et un taux de pénétration du mobile relativement faible, à 50 % de la population, la RDC représente un fort potentiel de croissance pour Orange.

✉ [francois.quintin@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.quintin@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ **Ethiopie : rachat partiel d'Abyssinia Springs par Nestlé Waters France**

Nestlé Waters France a racheté une partie du groupe éthiopien Abyssinia Springs. Si le groupe Abyssinia est également présent dans le secteur de l'hôtellerie et des boissons/sodas, ce rachat concerne uniquement la branche eau du groupe. Abyssinia Springs est numéro deux sur le marché des eaux plates en Ethiopie, marché qui affiche des taux de croissance à deux chiffres. Nestlé entend accroître les capacités de production de l'usine de Sululta, actuellement au maximum de sa capacité. Nestlé était jusqu'alors principalement présent dans la distribution de laits pour bébé et l'importation de café éthiopien.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Ethiopie : Ethiopian Airlines élue meilleure compagnie africaine pour le cargo**

Ethiopian Airlines (EAL), la compagnie aérienne nationale, a reçu le prix *Best African Cargo Airline of the Year* à Londres, décerné au meilleur transporteur cargo d'Afrique. Ethiopian cargo dessert 30 destinations en Afrique, au Moyen Orient, en Asie et en Europe avec 6 Boeing 777 et 2 Boeing 757. Ses deux principaux hubs sont Addis-Abeba et Liège, utilisés pour l'exportation de fleurs vers le marché européen et l'importation de biens de consommation en Afrique.

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

### ▼ **Kenya : la gestion du management de Chase Bank confiée à la KCB**

KCB, 1<sup>ère</sup> banque kényane (en termes d'actifs, de dépôts et de capitaux propres), a été choisie par le régulateur bancaire, la Central Bank of Kenya (CBK), pour prendre la direction de Chase Bank et permettre sa réouverture, le 27 avril. A compter de cette date, 97 % des clients possédant un compte chez Chase Bank devraient avoir accès à leurs dépôts (plafond fixé à 8 600 EUR). La CBK et KCB se sont engagées à fournir les liquidités nécessaires aux opérations de Chase Bank. Une revue de due diligence (audit d'acquisition) sur Chase Bank est actuellement en cours et pourrait aboutir à son acquisition par KCB. Chase Bank avait été mise sous tutelle par la CBK le 7 avril dernier du fait de l'incapacité de Deloitte à certifier les comptes.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Maurice : les négociations avec DP World pour la gestion des activités portuaires progressent**

Les discussions avec Dubaï Ports World pour la gestion des activités portuaires de Maurice semblent avancer : le 3<sup>ème</sup> opérateur portuaire mondial pourrait se voir proposer une participation de 40 % dans la Cargo Handling Corporation Ltd et un contrat de management de 30 ans de cette société publique. DP World serait prête à investir dans le terminal portuaire pour porter sa capacité à 1,3 M de TEU d'ici 2030. L'autorité portuaire (Mauritius Ports Authority) s'est assurée les services d'un ancien expert de la Banque mondiale pour l'assister dans les négociations. DP World paraît aussi intéressée par la création d'une Zone économique spéciale à Riche Terre.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : deux nouvelles destinations africaines pour Air Mauritius**

Le nouveau directeur général d'Air Mauritius, Megh Pillay, a annoncé que la compagnie nationale desservirait le Mozambique (Maputo) et la Tanzanie (Dar-Es-Salaam) à compter de mai 2016. Ces dessertes devraient contribuer au renforcement du concept *Air Corridor* qui consiste à relier l'Asie à l'Afrique en utilisant les hubs aériens de Singapour et de Maurice. Avec ces nouvelles destinations, Air Mauritius, qui porte à 28 le nombre de ses vols hebdomadaires vers le continent africain, propose désormais chaque semaine 17 vols sur Johannesburg, 3 sur Cape Town, 3 sur Durban, 3 sur Nairobi, 1 sur Maputo et 1 sur Dar-Es-Salaam.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda : ouverture d'une boutique Adidas à Kampala en 2017**

Adidas, un des leaders mondiaux du marché des vêtements et des équipements sportifs, ouvrira un magasin à Kampala en 2017. Il s'agira de la première implantation en Afrique de l'Est pour Adidas, qui est présent en Afrique du sud, en Algérie et en Egypte. Le fabricant a basé sa décision sur la hausse du pouvoir d'achat des Ougandais et le dynamisme de leur consommation. Dans son rapport Shop Africa 2015, Knight Frank, société britannique de services immobiliers, avait classé Kampala parmi les 3 villes africaines les plus dynamiques en termes de surfaces commerciales et au 5<sup>ème</sup> rang des villes africaines les mieux équipées en la matière.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Seychelles : résultats en hausse pour Air Seychelles**

Le ministre seychellois des Transports a annoncé que, pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive, la compagnie nationale avait réalisé des profits en 2015 (2,1 M USD, pour un chiffre d'affaires de 105,4 M USD). Air Seychelles, dont 40 % du capital est détenu par Etihad Airways (Emirats Arabes Unis) depuis 2012, a transporté 520 000 passagers en 2015 (taux de remplissage moyen : 66 %), soit une hausse de 22 % par rapport à 2014. Air Seychelles dessert actuellement 7 destinations internationales : Abu Dhabi, Tananarive, Beijing, Johannesburg, Maurice, Mumbai et Paris. Air Seychelles et Air France ont conclu un accord de partage de codes en août 2015.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan : acquisition de la société de téléphonie fixe Canar par le premier opérateur de téléphonie portable Zain**

La société émiratie Etisalat a annoncé la vente de sa part de plus de 93 % dans Canar, un des deux opérateurs de téléphone fixe au Soudan, au n°1 du téléphone portable, Zain. Par cet achat, ce dernier s'imposerait comme un concurrent important de l'opérateur historique public, Sudatel, premier dans la téléphonie fixe. La Banque de Khartoum, partenaire à hauteur de 3,7 % dans Canar, avait fait part à Etisalat de son intérêt à lui racheter sa participation dans Canar.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : AshakaCem (Lafarge Africa) va investir 100 M USD pour la construction d'une centrale électrique dans l'Etat de Gombe**

Filiale de Lafarge Africa, AshakaCem a annoncé la construction d'une centrale à charbon dans l'Etat de Gombe (Nord). La construction de la centrale coûtera 100 M USD et devrait être terminée d'ici la fin de l'année 2017. Elle sera alimentée par les importantes ressources charbonnières de la région et fournira 100 % des besoins en électricité de la cimenterie. L'excédent de production devrait être revendu au réseau national et alimenter les communautés locales. Pour rappel, AshakaCem avait progressivement repris ses activités en 2015, après avoir subi à deux reprises des attaques de Boko Haram fin 2014.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : une société tchadienne et une société nigériane sélectionnées pour la construction de routes au Cameroun pour un montant de 53,7 Mds FCFA**

Le contrat le plus important, d'un montant de 34,3 Mds FCFA, a été attribué à la société Atidolf Nigeria, pour les travaux de construction de l'axe routier Soa-Esse-Awae, dans la région du Centre du pays. La société tchadienne Sner, est quant à elle choisie pour la construction de la route Maroua-Bogo, dans la région de l'Extrême-Nord, pour un montant de 19,4 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : des difficultés accrues au sein de PosteBank**

La PosteBank, qui fait face à d'importantes difficultés depuis la fin de l'année dernière, sollicite une nouvelle intervention de l'Etat. Le récent plan de restructuration et la subvention étatique versée depuis six mois ont été insuffisants pour le rétablissement de l'équilibre financier de cette Banque publique rattachée à la Poste SA. Sont en cause notamment des charges de personnel annuelles atteignant 209 M FCFA. A ce jour, les 75 Mds FCFA de dépôts des 400 000 clients de la PosteBank restent bloqués.

✉ quentin.simon@dgtresor.gouv.fr

▼ **Logistique : Necotrans étend la voilure en Afrique**

Le groupe français a renforcé son pôle de distribution d'équipements automobiles et a conclu une alliance avec le logisticien américain JAS pour renforcer sa couverture des liaisons entre l'Afrique, l'Amérique et l'Asie. En vertu de ce partenariat exclusif, Necotrans, présent dans 25 pays africains, assurera en Afrique la gestion du fret et de la logistique des clients de JAS depuis l'Asie et l'Amérique. Pour sa part, le logisticien américain assumera les mêmes services pour les clients de Necotrans expédiant du fret depuis l'Afrique vers ces deux régions. Cette alliance devrait permettre au logisticien français (qui réalise 95 % de son chiffre d'affaire en Afrique) de se positionner sur les flux logistiques de l'Asie vers l'Afrique.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Boissons : Siagro et Coca-Cola, du Sénégal à la Côte d'Ivoire**

Selon les informations de "Jeune Afrique", le groupe agro-industriel Siagro, partenaire du géant américain Coca-Cola, accroît ses capacités au Sénégal et accélère en Côte d'Ivoire, en procédant à l'agrandissement de la chaîne de production de Minute Maid, une marque qu'elle a lancée sur le marché sénégalais en 2014. La nouvelle ligne de production entrera en service d'ici à la fin de l'année et fera tripler la capacité de l'usine (de 12 000 à 32 000 bouteilles par heure). Le président de Coca-Cola Eurasie et Afrique, le Zimbabwéen Nathan Kalumbu, a présidé aux premiers coups de pioche. Il a également visité l'autre projet de Siagro dans la région, à Bonoua, près d'Abidjan.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Forum d'affaires France-Afrique de l'Ouest et Centrale à Abidjan

Le premier Forum d'affaires France-Afrique de l'Ouest et Centrale, sur le thème de la Ville du futur, s'est tenu à Abidjan du 27 au 30 avril. Près de 400 opérateurs économiques français y ont pris part, avec notamment l'appui de Business France, du Medef et du CNCCEF. L'évènement a été marqué par la présence de M. Matthias Fekl, Secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger et par celle de M. Pierre Gattaz, Président du Medef. M. Fekl a lancé le premier « club ville durable ». De nombreux accords ont été signés à cette occasion dans différents domaines (aérien, télécom, énergie, coopération boursière et financière) ainsi que le C2D-agriculture.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Une mission du FMI a séjourné au Cameroun et au Gabon du 25 avril au 9 mai 2016, dans le but de mener des consultations au titre de l'article IV de ses statuts

Le FMI relève la faible croissance du PIB en 2015 en zone CEMAC qui s'établit à 1,7 %, contre 4,9 % en 2014, dans un contexte de baisse des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux et de repli de l'investissement public, avec des perspectives pour 2016 peu favorables. Les services du fonds préconisent une meilleure intégration des marchés financiers, l'augmentation des échanges intra régionaux, l'amélioration du climat des affaires, l'élargissement de l'assiette fiscale, la réduction des dépenses, et enfin à moyen terme, la diversification des économies de la CEMAC.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Colloque Nigeria, 27 mai au Sénat : un géant économique et la première économie africaine

- Un vaste pays avec près de 180 millions d'habitants (400 millions en 2050)
- Première puissance économique d'Afrique et première destination des investissements français
- Premier partenaire commercial de la France
- Une classe moyenne émergente
- Des secteurs en développement : énergie, agro-industrie, eau, environnement, grande distribution, santé...

L'excellence française y est reconnue et appréciée ! N'hésitez plus : Inscrivez-vous pour rencontrer des experts de ce pays !

✉ [jacqueline.huguin@businessfrance.fr](mailto:jacqueline.huguin@businessfrance.fr)

▼ **Atelier d'information Tanzanie, 19 mai 2016, Business France Paris : un partenaire commercial prometteur pour la France**

- Un grand pays d'Afrique de plus de 50 millions d'habitants au centre des grands projets d'infrastructures régionaux ;
- Des perspectives économiques solides ;
- Une stabilité politique ;
- Un fort engagement des bailleurs de fonds ;
- La seconde plateforme logistique après le Kenya pour l'accès aux pays enclavés : Rwanda, Zambie, RDC, Ouganda...

Participez à cet événement pour vous informer sur le potentiel du marché et la pratique des affaires, initier un premier réseau de contacts locaux et identifier de nouvelles opportunités.

✉ [maryse.aziza@businessfrance.fr](mailto:maryse.aziza@businessfrance.fr)

▼ **L'ABLC dévoile le thème de sa conférence annuelle**

L'African Business Lawyer's Club (ABLC) a dévoilé le thème de sa conférence annuelle, organisée le 13 juin en partenariat avec le Medef International. Cette 5e édition, intitulée *The Agricultural Spectrum of Africa: embracing the opportunities of a fertile sector*, réunira des experts juridiques et financiers, des industriels et des entrepreneurs, des opérateurs publics et privés, afin de partager leur expérience dans le domaine agro-industriel, susciter une réflexion et proposer des solutions concrètes et innovantes. La conférence aura lieu au siège du Medef, avenue Bosquet à Paris. Le lien pour s'inscrire :

[http://crm.e-deal.net/medef/evenement\\_programme.fl?id=00010000013cbe83&preview=off](http://crm.e-deal.net/medef/evenement_programme.fl?id=00010000013cbe83&preview=off)

✉ [ma@35nord.com](mailto:ma@35nord.com)

▼ **Mozambique : salon agricole MozAgro du 3 au 5 juin 2016**

Le MozAgro, salon pour les secteurs de l'agriculture, de l'agroéquipement et de l'agro-chimie, se tiendra à Boane, dans la province de Maputo, du 3 au 5 avril. Des informations précises sont disponibles sur le site de l'association des producteurs mozambicains de fruits : [www.frutisul.org/](http://www.frutisul.org/).

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : opération *French Mountains : Fun in Winter and Summer***

Le bureau Atout France en Afrique du Sud organise une opération de promotion de la montagne française du 6 au 9 juin dans les 4 principales villes d'Afrique du Sud. Il s'agit de conforter la place de la France en tant que destination de sports d'hiver mais également de promouvoir la montagne d'été, auprès des Sud-Africains. Atout France souhaite tirer parti du goût des Sud-Africains pour les activités sportives et aventureuses, à la recherche de nouvelles destinations et de nouveaux produits, notamment autour des randonnées et du cyclisme.

✉ [helene.bezuidenhoudt@atout-france.fr](mailto:helene.bezuidenhoudt@atout-france.fr)

▼ **Guinée : forum économique Guinée-Benelux**

Du 13 au 14 mai 2016, se tiendra à Bruxelles, le tout premier forum international Guinée – Benelux (Belgique, Pays bas et Luxembourg). L'organisation de ce forum est conjointement piloté par le ministère d'Etat à la Présidence chargé des questions d'investissements et des partenariats publics-privés, le ministère des affaires étrangères, l'Agence nationale de promotion des investissements privés et la chambre belgo-luxembourgeois /Afrique ACP. Le forum est placé sous le thème : « investissement et développement en Guinée ».

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Forum économique mondial sur l'Afrique à Kigali

Du 11 au 13 Mai se tiendra à Kigali, la capitale rwandaise, le Forum économique mondial sur l'Afrique. Plusieurs leaders notamment de la société civile, des secteurs publics et privés et institutions d'Afrique et du monde entier prendront part à cette rencontre. Le forum est placé sous le thème : « Connecter les ressources de l'Afrique à travers la transformation numérique » et de nombreux sujets seront abordés à cette occasion : transformation du système de santé, cybercriminalité, changement climatique, énergie, migration, TIC, agriculture, industrie.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Groupe consultatif pour la Côte d'Ivoire à Paris

Du 17 au 18 Mai prochain se tiendra à Paris le Groupe consultatif Plan national de développement (GC-PND 2016-2020) dont l'objectif est de mobiliser les fonds complémentaires nécessaires au financement du Plan national de développement 2016-2020. La première journée du rendez-vous sera consacrée aux bailleurs de fonds internationaux et la seconde au secteur privé.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : visite d'une délégation d'hommes d'affaires turcs

Organisée par la chambre de commerce turque, une délégation d'hommes d'affaires est venue explorer plus particulièrement le secteur du tourisme, mais également de l'énergie solaire. Codirigée par la Fédération du tourisme ghanéenne, cette visite a permis au Ghana de réitérer son intérêt à accueillir des investissements étrangers, et à renforcer les liens avec la Turquie. Faisant suite à la visite du président Erdogan en mars dernier, visite durant laquelle il avait déclaré vouloir augmenter les échanges entre les deux pays pour atteindre 1 Md USD en 2020, cette mission officielle reflète l'importance croissante de la Turquie comme partenaire du Ghana.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ 23<sup>ème</sup> réunion des Banques centrales des pays francophones

La réunion se tiendra dans la ville de Sipopo (Malabo) du 11 au 13 mai. Organisée à l'initiative de la Banque de France en 1994, cette réunion se tient chaque année dans un pays membre de l'organisation internationale de la Francophonie. Cette année, les gouverneurs des établissements bancaires échangeront sur le thème : « les banques centrales face aux impacts externes », avec pour objectif d'analyser les sujets relatifs à l'instabilité financière, notamment l'impact de la chute du cours du brut sur les marchés internationaux pour les pays producteurs et exportateurs d'hydrocarbures.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

## ▼ Précisions

On nous signale deux précisions relatives à des brèves publiées dans le numéro 30 du 22 avril 2016 :

*Dans la rubrique conjoncture :*

Niger : reconduction du Ministre de l'économie et des finances  
Saidou Sidibé a été reconduit Ministre des Finances.

*Dans la rubrique Secteurs d'activité – Services :*

Sénégal : Alstom pré-sélectionnée pour la fourniture du matériel roulant du projet de Train express régional

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.  
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

